

suppositions—cette hypothèse, si elle se réalise, nous permettra d'être assurés d'une chose, c'est qu'il y aura encore plus de chômeurs, puisqu'il est déjà certain que 325,000 personnes arriveront sur le marché du travail l'an prochain. Ce chiffre est déjà établi, et les stimulants prévus par le budget ne produiront que 250,000 emplois tout au plus. Qui va s'occuper des autres 75,000 personnes?

Le très honorable premier ministre (M. Trudeau) a dit récemment à Toronto qu'avec ses députés du Québec il peut mieux représenter les Québécois. Le problème réside dans le fait que le très honorable premier ministre tient les Québécois pour acquis, et à partir de là il se permet de présenter des mesures qui engendront le chômage. Comment peut-il parler au nom des travailleurs quand on sait que le chômage sévit particulièrement dans les provinces Maritimes et au Québec? Ce qu'il faut ce sont des députés qui donneront plus de chances au Québec, des députés progressistes conservateurs du Québec qui n'accepteront pas une politique ou des budgets qui promettent des chômeurs en fait. Monsieur l'Orateur, je promets une chose, c'est que s'il y a des chômeurs au Québec les députés libéraux en feront partie.

[Traduction]

M. Boulanger: Voilà un mot de la fin qui vient à point.

M. Clark: Point pour poing, je suis heureux que mon ami le député de Québec sache encaisser, car quand viendront les élections il peut être sûr que ce coup de poing sera suivi de bien d'autres.

Des voix: Bravo!

● (1652)

M. Clark: L'excuse que nous donne le gouvernement pour avoir présenté un budget qui n'offre aucune motivation, c'est qu'il dispose d'une marge de manœuvre très restreinte. Qui a limité cette marge de manœuvre, monsieur l'Orateur? Le gouvernement a-t-il vraiment fait des choix valables dans ces limites? Nous sommes actuellement criblés de dettes et il convient de nous demander pourquoi. Cette situation s'est-elle produite du jour au lendemain? La responsabilité incombe-t-elle à d'autres? Les responsables sont-ils vraiment les houillers, les Arabes ou d'autres? Ou bien n'est-ce pas peut-être la faute des différents ministres des Finances qui ont siégé sur les banquettes du Trésor, parmi les ministériels? Certains d'entre eux en sont d'ailleurs maintenant réduits à rédiger des mémoires.

Budget—M. Clark

Voyons un peu ce qui s'est passé lorsque l'économie canadienne n'avait pas besoin d'être stimulée par le biais des dépenses publiques. Le gouvernement libéral a ajouté à la dette publique en augmentant les dépenses budgétaires de 17.3 p. 100 en 1974, de 18.8 p. 100 en 1975, de 26.5 p. 100 en 1976 et de 19.3 p. 100 en 1977. Tu parles d'une marge de manœuvre restreinte! Maintenant, vous connaissez les responsables. C'est vous et les autres ministres libéraux du gouvernement Trudeau qui, depuis une dizaine d'années, faites preuve d'incurie en matière de gestion économique.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Un de nos problèmes, c'est que le gouvernement s'est habitué à une prodigalité pratiquement incurable. Par ailleurs, il a paralysé une partie des forces naturelles du Canada. Il a été question de recherche et de développement tout à l'heure. Je vois que le nouveau député de Westmount (M. Johnston) est là. Je tiens à dire un mot à propos de son prédécesseur que j'admire beaucoup. Quand l'ancien député de Westmount était ministre, le gouvernement a décidé que le Canada allait acheter la technologie à l'étranger; c'est là une des décisions les plus malheureuses qu'il ait jamais prises. En livrant la recherche industrielle et l'innovation à elles-mêmes, le Canada a favorisé l'exode de centaines, voire de milliers d'innovateurs, de chercheurs et d'hommes de science à l'étranger.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Malheureusement, monsieur l'Orateur, cette politique n'a pas changé puisque l'actuel gouvernement du Canada ferme les stations de recherche les unes après les autres un peu partout dans tout le pays.

Mme Sauvé: Pas dans le domaine des télécommunications.

M. Clark: Les télécommunications sont un cas intéressant à cause de ce qui s'est passé dans ce domaine.

Permettez-moi de citer un autre domaine où notre potentiel de croissance a été affaibli par le gouvernement actuel, celui de la petite entreprise. Il existe maintenant un ministère chargé de la bureaucratie gouvernementale. Les services gouvernementaux qui s'occupent de la petite entreprise au Canada tentent de réduire les tracasseries administratives sous lesquelles le gouvernement a étouffé la petite entreprise pendant des années. Voilà les conséquences globales de ses politiques jusqu'au budget actuel. Le gouvernement a maintenant adopté quelques autres propositions.